



ACCORD DU 11 AVRIL 2007  
RELATIF À L'INDEMNITÉ DU TITRE  
DE MAÎTRE D'APPRENTISSAGE CONFIRMÉ POUR L'ANNÉE 2007  
(CHAMPAGNE-ARDENNE)  
NOR : ASET0750670M

---

Entre :

La CAPEB Champagne-Ardenne ;  
La fédération française du bâtiment Champagne-Ardenne ;  
La FNSCOP BTP Nord-Est ;  
La FFIE,

D'une part, et

Le syndicat FO BTP,

D'autre part,

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation des maîtres d'apprentissage dans le BTP, selon lequel l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné ;
- soit à l'accès au statut spécifique de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,

les organisations représentatives d'employeurs et de salariés conviennent des mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage salariés titulaires du titre de maître d'apprentissage confirmé :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les salariés du bâtiment concernés bénéficient du versement d'une indemnité pendant la durée de l'apprentissage.

### **Article 2**

Le montant de cette indemnité est fixé à 325 € pour un contrat d'apprentissage de 2 ans.

### **Article 3**

Les modalités de versement de cette indemnité sont déterminées pour chaque année de la manière suivante :

Modalités de versement de l'indemnité pour un contrat de 2 ans :

- 6 mois après le début du contrat : 150 € ;
- fin de contrat, sous réserve de l'obtention du diplôme par l'apprenti : 175 €.

Pour les contrats d'apprentissage d'une durée autre ou en cas de rupture anticipée du contrat d'apprentissage, le montant versé au maître d'apprentissage confirmé sera effectué *pro rata temporis* de la durée du contrat effectué par l'apprenti.

#### **Article 4**

Cet accord est applicable pour les contrats d'apprentissage signés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007. La prime est mise en vigueur à compter de la date de l'arrêté d'extension.

#### **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

#### **Article 6**

Les parties signataires s'engagent à négocier annuellement cette prime.

Fait à Reims, le 11 avril 2007.

(Suivent les signatures.)